

**François Lachaume : «Le bilan Malraux» et Bernard Frank : «C'est difficile de bien vieillir», *Adam*, avril 1967, n° 9, p. 25-32.**

---

**François Lachaume : «Le bilan Malraux»**

Neuf ans dans un bureau, c'est beaucoup pour un homme, surtout lorsque cet homme est André Malraux. Le moins «ministrable» des gaullistes a tenu bon contre vent et marée. Il s'est maintenu, mais a-t-il réellement agi ? En cette période post-électorale où on le donne de plus en plus pour démissionnaire, nous posons la question : «Qu'a-t-il fait de son pouvoir ?»

Au ministère des Affaires culturelles, rue Saint-Dominique, à Paris, il y a un mot que personne n'ose prononcer : celui de stabilité. Les responsables scrutent avec angoisse l'horizon post-électoral et croient y discerner des signes de mauvais augure : l'Académie française pour André Malraux, le prix Nobel pour André Malraux, la maladie d'André Malraux, la lassitude d'André Malraux.

A tout hasard, on joue à la loterie des dauphins, selon la mode du régime : on parie Mauriac, d'Astier ou Louis Joxe, comme d'autres Pompidou, Giscard ou Debré. On met de l'ordre dans les dossiers, non seulement pour préparer l'avenir, mais aussi pour tirer le bilan des neuf ans écoulés depuis 1959, quand Malraux, cédant l'Information à Jacques Soustelle, se voyait fabriquer un ministère sur mesure.

On sait l'homme exceptionnel, on connaît ses rapports avec le chef de l'Etat, et il y a quelques raisons de se demander si la fonction lui survivra. Cela dépend en partie, bien sûr, des résultats. Les 216 employés nouveaux qui hésitent à défaire leurs valises, les augmentations de salaires auxquelles ont été consacrés 6.400.000 F dans le nouveau budget (voté le 28 octobre dernier), sont rassurants – à moins qu'ils n'aient entretenu l'équivoque, dans cette période pré-électorale. «Peut-être faut-il une bonne fois convenir que l'une des formes du gaullisme consiste à offrir au pays un ministre prestigieux de la Culture, plutôt qu'un budget de la Culture», s'inquiétait le journaliste André Brincourt. De fait, ces nouveaux crédits de 1967 décollaient pour la première fois

des alentours de 0,30% - soit une augmentation d'environ 0,01% : en augmentant un peu ce qui est presque rien, on n'obtient, avouons-le, pas grand-chose.

Malraux, au cours de son intervention à cette occasion à l'Assemblée nationale, devait être le premier à le constater. Pourtant, le bilan qu'il dressait en termes sobres, était dans l'ensemble positif : «En gros, disait-il, nous avons transformé le ministère, commencé les Maisons de la culture, à peu près achevé le ravalement, entrepris l'Inventaire. Le réveil de l'archéologie est certain, les expositions sont ce que vous savez; de la production cinématographique on vous a parlé; enfin le contact a été rétabli entre la nation et certains grands créateurs. Le budget de la musique a doublé; celui de l'enseignement quadruplé; nous avons créé un grand orchestre de prestige; le montant des commandes aux compositeurs a triplé.»

On était loin du ton à la fois désabusé et cinglant avec lequel il annonçait en 1963 que s'il n'obtenait pas de voir quadrupler les crédits de la musique, «on fera ce qu'on a beaucoup fait : on fera semblant». Cette année, grâce à des fonds portés de 144 à 600 millions anciens, la plupart des subventions ont été rajustées; la «guerre des musiciens» en est au «cessez-le-feu» et peut-être des négociations vont-elles aboutir. Seul le refus d'accepter sa subvention par l'association du «Domaine musical» témoigne encore de la gravité de la lutte dont le compositeur Pierre Boulez s'est fait le chef de file.

La crise ne peut en effet pas encore être considérée comme close. Les mélomanes attendent les résultats du nouveau programme pour juger de l'action de Marcel Landowski, directeur de la musique à la Comédie-Française depuis 1962, et auquel était confié, l'automne dernier, une direction de la musique autonome. Pendant que le conseiller technique Pierre Moinot remplace M. Gaëtan Picon à la tête de la direction générale des Arts et Lettres, M. Francis Raison (un administratif) reprend la direction du Théâtre, à laquelle consacrait l'essentiel de son temps M. Emile Biasini – qui est proprement remercié.

Pierre Boulez avait beau menacer de ne plus participer à aucune manifestation officielle en France, Georges Auric (directeur de l'Opéra) parler de démission, Malraux tint bon et imposa Landowski. La manière sèche dont il repoussait les critiques contre le

plafond de Chagall, comme la bataille menée entre 1960 et fin 1962 pour remplacer par Maurice Escande, à l'administration de la Comédie-Française, le diplomate Claude de Boisanger (nommé, en 1959... pour six ans !) avaient déjà manifesté sa répugnance à écouter les critiques.

Tout au plus accepte-t-il de corriger son tir. «Sa puissance de travail et sa facilité de concentration sont considérables, notait déjà Françoise Giroud voilà dix ans. Mais elles ne s'appliquent qu'à un objet à la fois et le retranchent de toute autre entreprise.» C'est l'explication de la sècheresse avec laquelle, lors d'un déjeuner avec M. Pierre Brisson (directeur du *Figaro*) il répondait à Brincourt : «J'ai quand même d'autres choses à faire, figurez-vous, que de m'occuper des charmants rigolos de *Lectures pour tous* !» C'est aussi l'explication de la note qui circule (au lendemain de l'interview fracassante accordée au *Nouvel Observateur* par le jeune compositeur Jean-Claude Eloy) dans tous ses services : «J'ai décidé que les problèmes concernant la musique doivent revêtir désormais une importance de premier ordre dans les préoccupations de notre département». Malraux a ses priorités. La première est sans doute, par force, celle de la musique. Il n'est pas sûr qu'elles correspondent exactement à ses goûts personnels.

### **Littérature : La contradiction suprême**

C'est ainsi, par exemple, que l'écrivain André Malraux se trouve devant cette contradiction suprême d'avoir rejeté le livre dans les ténèbres extérieures, hors de son domaine. Epuisée par 10% de taxes sur le chiffre d'affaires, cette industrie privilégiée ne sait à quel ministre se vouer : tout ce qui concerne l'exportation relève du quai d'Orsay; bibliothèques et livres scolaires, de l'Education nationale; les Finances ont naturellement droit de regard; sans oublier le ministère de l'Industrie et celui de l'Information.

On s'étonne presque de trouver la Caisse nationale des Lettres (qui dépend des Affaires culturelles) parmi les trop nombreux parrains de cet enfant malade. C'est ce que faisait déjà remarquer, en 1964, le «Congrès des libraires». Sollicité par M. Arthaud

(président du syndicat des éditeurs), M. Georges Pompidou a réservé sa réponse – bien que le rapport rédigé à sa demande par M. Escoube (maître conseiller à la Cour des comptes) soit favorable à une tutelle confiée à Malraux. M. Moinot repousse à plus tard l'examen du problème, élégante manière de déguiser le refus opposé par son ministre l'été dernier. Et sans doute, comme la télévision, le livre va-t-il se ranger sous la houlette du ministre de l'Information.

«La littérature, lorsqu'il s'agit du bonheur, est un pauvre moyen en face de la musique», écrit-il à Gaëtan Picon. Mais cet homme qui déclarait ironiquement au Palais des Sports, en février, que «le gouvernement idéal serait celui d'une entreprise de sondages qui aurait mieux découvert les aspirations des citoyens» n'entend pas confondre «les promesses d'action et les promesses de justice ou de bonheur». Une tutelle sur la Culture est déjà une entreprise audacieuse. Un ministère du Bonheur ferait frémir comme ce ministère de la Paix imaginé par le romancier anglais George Orwell dans l'apocalypse de 1984. Aussi Malraux est-il sans doute toujours plus sensible à ce roman moderne qui est, à ses yeux, «un moyen d'expression privilégié du tragique de l'homme».

«Une véritable éducation musicale consisterait à mon sens à leur faire entendre (aux enfants) un disque, la *Neuvième symphonie*, puis ce que pensaient de cette *Neuvième Symphonie* Victor Hugo ou Romain Rolland», explique-t-il à la tribune de l'Assemblée nationale. Et s'il fournit une aussi douteuse recette (alors qu'il en conteste l'existence en matière d'arts plastiques) c'est surtout parce que – soumis à ses priorités – il affirme que «l'éducation musicale de base est du ressort de l'Education nationale...».

Ce «réalisme» traduit probablement un manque de goût pour cette forme d'expression, ses préférences restant à la peinture et la sculpture. Il déclare à André Brincourt : «Ce que j'ai fait dans les *Voix du silence* avec les arts plastiques pouvait parfaitement se concevoir avec la musique. Mais les gens savent regarder une illustration, ils ne savent pas lire une portée». Et d'ajouter aussitôt : «Il suffirait d'un autre support... la radio par exemple». Il n'essaiera pourtant pas de mettre cette idée en

pratique. Il se contente aisément de la nomination de M. Philippe Blanc au sein de la commission des programmes de l'O.R.T.F. – au sein du conseil d'administration duquel siège son directeur des Archives, M. André Chamson (sans que Malraux n'y soit pour rien).

Le mois dernier, une brune quadragénaire donnait à l'université du Texas, à Austin, son premier récital de piano. C'était Madeleine, son ex-belle-sœur, veuve d'un résistant et qu'il a épousée en 1948 en troisièmes noces. Elle a joué Couperin, Satie et Florent Schmitt – plus libre aux Etats-Unis. Et ce souvenir a pu aider le ministre à mener un dur combat pour recruter les musiciens de l'orchestre philharmonique de Paris – au sein d'une armée récalcitrante de chômeurs privée de ses meilleurs éléments par la radio et l'Opéra. Mais il ne lui a pas donné un intérêt suffisant pour comprendre l'urgence de fermer ce grand bâtiment stérile auquel le plafond de Chagall n'a pas donné plus d'âme que la reprise de *Carmen*. Avec l'Opéra-Comique et l'Opéra, Georges Auric engloutit 40 millions de francs par an (que lui envieraient sans doute l'Opéra de Hambourg ou la Scala de Milan) sans égaler les créations plus modestes de Marseille, Lyon, Strasbourg, Avignon ou Bordeaux.

Plus épris de musique, Malraux tiendrait certainement à rétablir les subventions aux festivals, supprimées en 1964. Il relèverait les crédits des seize scènes de province, des quatre associations symphoniques parisiennes, des vingt chorales, soixante-dix maîtrises, de la centaine d'associations musicales et des concours qui végètent pratiquement depuis sept ans. Il ne se contenterait pas de s'excuser en rappelant : «Depuis le jour où Berlioz a conduit dans le vent d'hiver, avec ses grands cheveux au vent, la Symphonie funèbre et triomphale, devant le cercueil de Napoléon, on n'avait jamais commandé quelque chose à un musicien de génie.»

### **Musique : Des gages de Gaullisme**

Les 120.000 francs réservés à cet usage pleuvent sans discernement, comme une aumône stérile à des compositeurs quelquefois sans talent. Donné d'abord en privé pour

les invités du ministre à la Sainte-Chapelle avant d'être exécuté à Chartres devant le chef de l'Etat, le *Et expecto resurrectionem mortuorum* d'Olivier Messiaen, lui-même, auquel il fait allusion, laisse toujours attendre la résurrection de la musique en France. Lorsque Malraux affirme que «le contact a été rétabli entre la nation et certains grands créateurs», il oublie de préciser qu'il faut avoir un génie presque aussi largement reconnu que celui de Picasso pour n'être pas obligé, comme Messiaen, de donner des gages de gaullisme.

En fait, le contact dont il parle, se ramène le plus souvent à un long monologue à l'intention des génies morts. Ainsi de Le Corbusier, auquel il rendra grâce d'avoir «en annonçant l'avenir, métamorphosé tout le passé des morts pour l'apporter aux vivants»; de son vivant, il préférera longtemps envisager de confier à Antoine Bernard (Maison de la Radio) ce grand œuvre de «Musée du XX<sup>e</sup> siècle», panacée contre l'inculture, qui devait se dresser au Palais de la Défense – et dont la réalisation semble aussi lointaine que celle du «Stade de 100.000 places».

Le Corbusier mort, c'est sans succès qu'André Malraux tentera se défendre le Palais d'Orsay, ce maigre vestige, contre le zèle démolisseur de Charles Lemaire, doyen de l'Académie d'architecture. Avec son fils Noël, membre de l'Institut, beau-frère de M. Michel Debré, qui dirige l'Ecole des Beaux Arts, il fait peser une dictature aveugle sur l'architecture française. Lui qui refusait (en 1923) un projet de Palais des Nations – parce que dessiné à l'encre d'imprimerie ! – par Le Corbusier, constitue un vivant démenti de l'éloge funèbre qui rendait grâce au constructeur de la «Cité radieuse» d'avoir «changé l'architecture et l'architecte».

Les 25 millions coulés dans le projet de M. Faugeron pour le pavillon français de l'Exposition universelle, témoigneront clairement du peu de progrès de l'une et de l'autre. «Le monopole traditionnel des architectes des monuments civils donne (...) de mauvais résultats en matière de constructions nouvelles», admet Malraux. «Nous avons d'ailleurs passé outre, pour la colonnade du Louvre et pour le Centre d'expérimentation architecturale.» Il appartiendra au groupe d'études institué en janvier sous la présidence

de M. Max Querrien (directeur de l'architecture) d'essayer d'éviter de nouvelles erreurs à l'avenir.

Mais M. Querrien aura fort à faire : assisté de M. Saint-Jorre (responsable de l'enseignement artistique au ministère), il devra en même temps tenter de procéder à la réforme de l'enseignement lui-même. «Une formation scientifique sera donnée dès les classes préparatoires», laisse espérer le ministre. Un crédit de 3 millions permettra en outre de créer 70 emplois aux Beaux-Arts et d'accorder 230 bourses. La «maffia des prix de Rome» ne devrait donc plus s'exercer qu'en matière d'entretien et de restauration. Les résultats, il est vrai, sont loin d'être négatifs : la loi d'août 1962 sur les secteurs sauvegardés a protégé un grand nombre de quartiers urbains (comme celui du Marais à Paris); celle des «sept monuments» a permis de dégager les fossés du Louvre, de restaurer Versailles (où le Grand Trianon est mis à la disposition des hôtes de marque), Vincennes (où l'on prêtait à de Gaulle l'intention de se retrancher), Chambord, Fontainebleau, et rendu son sourire à la vierge de la cathédrale de Reims.

La sauvegarde du patrimoine est donc en bonne voie, encore que Malraux constate : «Nous ne disposons que de 17 millions de francs pour l'entretien de 100.000 monuments historiques et de 33 millions pour leur restauration, alors que le coût des travaux à effectuer était évalué en 1965 à 784 millions de francs...» La sauvegarde du potentiel vivant, en revanche, devra beaucoup moins à cette sollicitude qu'aux «manifestations de plombiers» orchestrée par la «Grande masse» des élèves des Beaux-Arts avec un succès comparable à celui des musiciens.

Du moins, dans ces domaines pour lesquels Malraux n'a qu'une inclination médiocre, les difficultés ne l'ont pas découragé. Il a fait œuvre de gestion. Dans ceux qui devaient lui tenir davantage à cœur, on l'a vu pour les livres, les obstacles l'ont rapidement rebuté.

C'est vrai du cinéma, comme du théâtre. De l'abandon du projet de tournage de *La Condition humaine* par Eisenstein (avec une musique de Chostakovitch), il semble avoir tenu davantage rigueur aux Russes qu'au 7<sup>e</sup> art. «Le cinéma français qui compte, c'est un très petit nombre de films, qui sont presque tous des œuvres de jeunes»,

déclare-t-il judicieusement à la tribune. Et c'est une espèce de démenti du jugement de Voltaire sur Richelieu : «Il est bien rare qu'un homme puissant, quand il est lui-même artiste, protège sincèrement les bons artistes.»

### **Cinéma : Une secrète revanche**

La cause qu'il défend là est pourtant loin d'être gagnée : «Nous devons nous rendre compte que le cinéma qui rapporte le plus d'argent n'a pas été celui des grosses sociétés, affirme-t-il aux députés. C'est une sorte de cinéma d'amateur.» Et, en effet, n'était-il pas un amateur lui-même lorsque, assisté de l'opérateur Louis Page, il réalisa (en 1939) la version cinématographique de *L'Espoir* ?

Plus heureuse que le manuscrit du second tome du *Combat avec l'ange*, les bobines devaient échapper par miracle au Fahrenheit nazi : elles avaient été placées par erreur dans des boîtes portant l'étiquette de *Drôle de drame*. Excellent titre de reconnaissance à Jean-Louis Barrault. Présenté (au cinéma Le Panthéon) en 1945, ce film devait bénéficier d'une audience internationale.

Lorsqu'en 1962 le ministre nomme le prix Goncourt Julien Gracq, les écrivains Dominique Oury, Edgar Morin, Jean-Louis Curtis, Magnane, Queffelec, le cinéaste Mathot et le critique Robert Kanters, responsables de l'attribution des avances «avant-tournage», l'ancien cinéaste dut prendre une secrète revanche sur le docteur Goebbels – à l'initiative duquel avait été fondé, par le gouvernement Pétain, ce «Centre national du cinéma».

Le résultat de cette réforme devait être le soutien accordé à *L'Immortelle* de Robbe-Grillet, *Austerlitz*, *Cyrano et d'Artagnan* d'Abel Gance, *Au hasard Balthazar*, de Bresson. Pourtant, dans le même temps, son désintérêt pour cette forme d'expression (lui qui allait au cinéma deux fois par semaine) est de plus en plus manifeste. «Il répugne sans doute aux problèmes financiers davantage encore qu'à ceux de la censure», explique François Truffaut.

Or l'un et l'autre devaient se poser. Avec une certaine complexité : par exemple, le retour aux exploitants de la taxe sur les entrées était aussi nécessaire au début de cette année (pour permettre de moderniser les salles et combattre la baisse du chiffre d'affaires global) que son attribution aux producteurs, quelques années plus tôt.

Ingrat, le «groupe de pression» des exploitants n'a pas moins obligé le ministère à assumer seul la charge de la réorganisation de la cinémathèque (qui leur avait pourtant rendu d'incalculables services, en formant le public comme les cinéastes et en préservant des copies de films). Malraux devait affronter en outre l'hostilité plus ou moins déclarée des services placés sous sa tutelle.

C'est un ancien membre de son cabinet, M. André Holleaux, qui dirige depuis 1965 le «Centre national du cinéma» – dont le contrôle est partagé avec les ministres de l'Information et des Affaires étrangères. Cet organisme suggère pourtant de priver les films de petite audience du bénéfice de l'aide automatique. Malraux, une fois de plus, devra se faire en octobre 1965, leur avocat «Prenons bien garde qu'une réforme qui aurait pour conséquence, au bénéfice de films de grand public, de détruire la création dans le cinéma français, serait une réforme extrêmement dangereuse», est-il obligé de rappeler.

La commission intérieure technique (qu'il nourrit d'une subvention annuelle de 50 millions) ne rate jamais une occasion de lui faire obstacle. Quant aux techniciens eux-mêmes, à travers le rapport du chef-opérateur Alekan (publié en mars 1966) ils l'accusent purement et simplement de les réduire à la famine – à travers des trains de lois qui, manifestement, lui échappent.

Pour comble, certains jeunes cinéastes dont il se voulait le défenseur l'ont évidemment pris à partie à propos de l'interdiction de *La Religieuse* par son confrère Bourges. Jean-Luc Godard lui adresse (dans les colonnes du *Nouvel Observateur*) une lettre qui deviendra célèbre : «Rien d'étonnant dans cette lâcheté profonde, écrit-il. Vous faites l'autruche avec vos mémoires intérieurs. Comment donc pourriez-vous m'entendre, André Malraux, moi qui vous téléphone de l'extérieur, d'un pays lointain, la France libre ?»

S'il sélectionne *La Religieuse* pour le Festival de Cannes, il laisse ensuite enterrer le film. Il mettra heureusement plus de vigueur à défendre les subventions du Théâtre de France.

Soutenant M. Christian Bonnet (Centre démocrate), M. Bertrand Flornoy (qui est, à l'U.N.R., l'explorateur que l'on sait) tonne au cours d'une séance : «Alors que l'armée combattante est présentée chez M. Barrault sous un aspect sordide (*Les Paravents*) le Christ crucifié revêt chez M. Julien l'image surprenante d'une copulation générale (*Marat-Sade*)... Je tiens à vous dire que jamais le mot de subvention ne nous a paru si haïssable, et jamais la charité – car c'est de cela qu'il s'agit – si misérable.»

Evoquant avec une extrême habileté les spectres de Baudelaire et Goya, d'une part, la publicité que vaut leur condamnation aux œuvres discutées, d'autre part, Malraux obtient gain de cause par un plaidoyer vigoureux et politique : «La liberté n'a pas toujours les mains propres, dit-il, mais il faut cependant y regarder à deux fois avant de la jeter par la fenêtre...»

### **Théâtre : Le cœur n'y est plus**

Il néglige de relever au passage ce très singulier terme de charité, car peut-être commence-t-il à partager ce point de vue. Malgré le succès de *Tête d'or* – présenté par Barrault (à qui il confie l'Odéon libéré de la tutelle de la Comédie-Française) – le cœur n'y est plus. L'incident Boisanger, l'échec (avec *Phèdre*) de la résurrection des œuvres tragiques, a eu raison de son intérêt.

Cet intérêt, il s'est éveillé au moment de l'adaptation en 1954 de *La Condition humaine* par Thierry Maulnier (dont le seul titre de gloire est probablement ce jugement porté sur Malraux dès avant la guerre : «Il déguise en marxistes des héros nietzschéens»). Piètre consolation, il est vrai, après avoir espéré une adaptation de Meyerhold (à laquelle était promise une illustration musicale de Prokofieff).

La défense qu'il accorde à *La Paix* d'Aristophane, que présente Jean Vilar au Théâtre national populaire, est bien le moins qu'on puisse attendre d'un auteur qui avait

rêvé d'adapter, pour lui, une version nouvelle de l'*Antigone* de Sophocle. Pendant que les démolisseurs s'emparent de l'Ambigu, le ministre surveille d'un œil terne l'agonie du théâtre de Boulevard et les vagissements du théâtre de banlieue, visiblement la controverse lui indiffère. Il laisse mourir, faute de soins, cette aide à la première pièce qui révéla des auteurs et des metteurs en scène, à défaut d'avoir révélé des pièces. Les subventions aux neuf centres dramatiques et aux onze troupes permanentes sont tout bonnement reconduites, laissant l'essentiel des charges aux collectivités locales et au courage des animateurs.

Vingt ans après, la politique de décentralisation se poursuit sur l'élan que lui a donné Mlle Jeanne Laurent. Le Théâtre d'Aubervilliers s'institutionnalise, Vincennes, Villejuif, Colombes, Gennevilliers (où débuta Jean Vilar) balbutient. Pierre Debauche attend, à Nanterre, sa Maison de la culture et Roger Planchon, à Lyon, troquerait bien la sienne contre un nouveau T.N.P. – à moins que ce ne soit l'ancien. Antoine Bourseiller gagne Aix-en-Provence, le Théâtre de l'Est parisien connaît des heures de Grand-Guignol, et la troupe lyonnaise du Cothurne essaie de ne pas mourir.

Le ministère a bonne conscience : le Théâtre Firmin-Gémier (530 places) vient d'être adjoint au T.N.P., comme le Petit Théâtre (112 places) au Théâtre de France. De loin, les statistiques de fréquentation sont plutôt rassurantes : 95% pour les 2.570 places du T.N.P., 70% pour les 1.200 places de l'Odéon, 71% pour les 1.250 places du Français. La télévision, avec un peu de chance, fait le reste.

On le constate, au ministère, avec la même fausse modestie que lorsque l'on dit : «Les expositions sont ce que vous savez». Nous savons que, pour vérifier que l'œuvre de Picasso est bien «la plus grande entreprise de destruction et de création de formes de notre temps, peut-être de tous les temps», près de 900.000 personnes ont défilé devant des montagnes de chefs-d'œuvre livrés à la consommation; en huit mois, 360.000 personnes ont expertisé la collection Walter (dont il négociait l'acquisition au moment du déjeuner avec Brisson); en deux mois, la lumière de Vermeer a touché 320.000 visiteurs.

Ces succès ne s'expliquent pas seulement par la publicité, mais par la manière plus juste de concevoir l'exposition en face de «l'intellectualisation de notre relation avec l'art»; on peut rappeler que l'exposition Marie-Antoinette à Versailles n'avait jamais attiré que 290.000 spectateurs en six mois, et Van Gogh déplaçant 100.000 personnes en 1947 avait fait crier au prodige.

On peut enfin se souvenir qu'à New York le Metropolitan Museum délivre 6 millions d'entrées par an, le nouveau musée Whitney, près de 100.000 par mois, celui du Modern Art, un million par an... On peut également s'évader des statistiques et constater le déferlement certainement sans précédent des expositions qui ont précédé Toutankhamon : Inde, Pérou, Iran, Mexique, Japon, Art copte ou «Seicento», sans oublier les «Trésors des églises de France».

Dans le livre qu'il consacre à Malraux, Gaëtan Picon constate : «On ne saurait trop prendre garde à la préférence passionnée qu'il voue aux arts plastiques». L'écrivain aime à crayonner sur les buvards, même en Conseil des ministres, des esquisses symboliques, malhabiles, et d'un goût désuet. Nulle surprise à ce qu'il mette tous ses efforts, consacre une partie de tous ses voyages à l'organisation de manifestations qui connaissent un tel succès.

«Mon prédécesseur sous Napoléon III était un homme qui achetait des tableaux et ne faisait rien d'autre», explique-t-il. Nul doute qu'il regrette quelquefois «la cassette royale ou impériale». Lui ne dispose que de 1.200.000 francs et rappelle judicieusement qu'un Fragonard coûte cinq millions; rappelons-lui aussi que le musée de Düsseldorf a disposé de 3 millions et demi et le Modernmuseet à Stockholm, de 5 millions l'année dernière.

En 1966, le Musée d'art moderne de Paris a dû se contenter d'acheter six œuvres (dont un Derain) et... a reçu 286 dons que n'encouragent pourtant pas beaucoup les dispositions fiscales. M. Bernard Anthonioz achetait un Balthus, un Dodeigne, un Dubuffet, un Giacometti, un Tal Coat, un Riopelle et un Ipousteguy. C'est peu, mais on ne peut guère faire davantage. Inutile de pleurer qu'on vend 750 millions AF *Les Baigneuses* de Cézanne à la National Gallery de Londres et 252 millions AF *Sur la*

*Falaise* de Monnet à un collectionneur suisse. Le budget tout entier n'aurait pas suffi à récupérer *La Songeuse* de Renoir (1875) achetée 1.450.000 francs en juin dernier, au Palais Galliera.

En revanche, dans le même temps, les musées de Nancy, Strasbourg, Besançon, Grenoble, Caen et Sète, étaient terminés. Quelque 250 toiles étaient restaurées. Cela, nul ne le conteste. Commencé en 1964, le fabuleux inventaire des richesses artistiques de la France est presque en voie d'achèvement. Des centaines de milliers de pièces ont été répertoriées par les services de M. Jacques Dupont. Mais beaucoup de critiques reprennent le jugement de M. Morvan Lebesque : «Il dialogue avec les morts tandis que des millions de vivants sont abandonnés à la bêtise».

Le département de la «Création artistique» fondé en 1960 et confié au neveu du général de Gaulle, M. Anthonioz, présente en effet un bilan moins éclatant. Ni l'affiliation des artistes à la Sécurité sociale (désormais complète), ni la construction de quarante-cinq ateliers pour 30.000 peintres, ne justifient l'orgueil avec lequel Malraux proclame : «J'ai mis fin au divorce entre l'Etat et l'art vivant».

Il n'est pas sûr que sa pensée soit favorable à la suppression de ce fossé. Pour lui, l'artiste, comme le public, doivent «conquérir» leur héritage. Il ne veut pas «l'art pour tous», mais «l'art pour chacun». Son rôle se borne à leur offrir des occasions de rencontre, et ces occasions – souvent – sont peu coûteuses.

Laissons de côté le ravalement, désormais populaire au même titre que l'interdiction des avertisseurs sonores mais qui, de fait, n'a été appliqué – son vote devant être porté au crédit de la République précédente. Chagall à l'Opéra, Masson à l'Odéon, Maillol aux Tuileries, Balthus à la Villa Médicis, ce sont les principales rencontres.

### **Peinture : Une préférence passionnée**

Mais leur terre d'élection sera, bien sûr, la Maison de la culture, ce «lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux». Pour la V<sup>e</sup>

République et pour Malraux, c'est certainement là le grand œuvre. Or, depuis 1959, on en a construit sept et dix autres sont prévues avant la fin du V<sup>e</sup> Plan. A ce rythme, il faudra attendre l'an 2000 pour en compter une par département. Et ce n'est pas qu'une question de crédits, puisque le ministre lui-même insiste sur le fait que, pour réaliser ce programme, il n'en coûte pas davantage que 25 kilomètres d'autoroutes. La comparaison est doublement parlante, il est vrai, si l'on juge d'après le rythme de développement du réseau routier.

Mais on a, rue Saint-Dominique, le louable souci de ne plus «multiplier les boîtes à chaussures». Les nouvelles réalisations seront sans doute pensées avec davantage de soin, les activités musicales et théâtrales développées simultanément. Il y manque aussi, cruellement, de ces animateurs dont on va demander à Jean Vilar d'établir la formation et qui seront un peu les prêtres de ces «modernes cathédrales».

Voilà dans les grandes lignes, ce qui a été fait en neuf ans. Il reste beaucoup à faire, mais le bilan n'est pas négligeable. S'il n'est pas plus brillant, c'est sans doute en partie faute de crédits mais aussi parce que Malraux – de propos délibéré – a voulu s'en tenir étroitement à la marge déjà étroite du décret qui le nommait, en 1959 : «Le ministère des Affaires culturelles doit rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord celles de la France au plus grand nombre possible de Français».

Un tel décret justifie à la rigueur un «Haut-Commissariat». Et le risque est grand après Malraux, de voir se reproduire (pour d'autres raisons) la régression qu'a connue le ministère des Sports de M. Maurice Herzog. Il y a de la parade dans tout cela, pas mal de démagogie. Le ministère a été fait pour l'homme et non le contraire. Lui a eu d'autres rôles, on le sait.

Assis à la droite du général de Gaulle, sa réputation de confident n'est plus à faire. Mais il est aussi, à l'intérieur, le grand ordonnateur des cérémonies du régime et, à l'extérieur, son chargé des relations publiques. Seul Edgar Faure a pu, brièvement, partager avec lui son rôle d'ambassadeur extraordinaire «missus dominici» chargé exclusivement des grands problèmes.

D'ailleurs Malraux l'écrivain, n'a pas cessé de contester son ministère. Homme d'action qui ne croit plus à l'action, il se trouve à l'aise au côté d'un homme d'Etat qui ne croit ni aux lois ni aux hommes, mais le pouvoir lui paraît fatigant et vain.

«La réussite d'un homme d'action est celle de son action, non la preuve de son aptitude à l'action», écrit-il à Gaëtan Picon. A travers le Ferral de *La Condition humaine* et le Vincent Berger des *Noyers de l'Altenburg* il a répété toute sa vie : «L'homme n'est pas ce qu'il cache; il est ce qu'il fait». Mais un jour est venu où il a cru bon de préciser : «Si l'homme n'est pas ce qu'il cache, il n'est pas seulement ce qu'il fait». La mise en garde qu'il lance à des journalistes anglo-saxons n'a pas d'autre sens : «Un ministre et André Malraux, leur dit-il, ça fait peut-être deux !»

Ceux qui parlent de lui ont coutume de rappeler une phrase de *L'Espoir* : «Il n'y a pas cinquante manières de combattre, il n'y en a qu'une, c'est d'être vainqueur». Cette citation a une suite, de jour en jour moins obscure, héritée sans doute de Lénine et de Machiavel : «Ni la révolution ni la guerre ne consistent à se plaire à soi-même...»

---

### **Bernard Frank : «C'est difficile de bien vieillir»**

Vous nommiez Malraux, vous avez raison, son attitude peut servir à éclairer notre position. Pour moi et pour bien d'autres, Malraux a été la tentation par excellence. Le style de sa vie nous a hantés comme un espoir ou un remords. On a beaucoup ergoté sur son adhésion au R.P.F., on a parlé de trahison. Il y a du dépit amoureux dans ces récriminations : Malraux a été la royauté secrète de beaucoup d'intellectuels de gauche. Par Malraux, ils ont tenu dans leurs mains malhabiles un peu de l'aventure de ce monde. Ils ont oublié un moment leur ennui, leur profession, leur arrondissement, leurs petits journaux... La Chine et l'Espagne sont entrées comme un grand vent du Nord dans leur vie. *La Série Noire* et la cathédrale, Malraux s'est éclipsé, Malraux parade ailleurs, Malraux est mort. La fable du mari trompé serait-elle éternelle ?

Le communisme a eu besoin un temps d'archanges, d'archanges casqués. Il leur louait leur style, leurs tics, leur pâleur d'enfants terribles, leurs comédies, leur clientèle de femmes, de jeunes bourgeois, d'illuminés. En échange, il leur accordait des foules, des salles, des drapeaux, une famille, un public, une bonne conscience, il leur accordait même le droit d'être écrivain. Oui, il fut un temps où *La Condition humaine* avait intéressé pas mal de Russes. On devait en tirer une pièce de Meyerhold avec de la musique de Prokofieff. Cette musique-là sans doute devait couvrir le long ululement qui monte, de la Caspienne à la mer Blanche...<sup>1</sup>. Et ce temps-là, Malraux y songe avec une nostalgie rancuneuse. Ce trompeur est aussi un trompé ! Désormais, le communisme n'a plus guère besoin que d'écrivains flics ou bonnes sœurs.

Désormais, les opposants de jadis sont devenus des forçats ou des cadavres. Désormais, *La Condition humaine* est devenue une œuvre de mort et d'adjuration.

Et lorsque Malraux affirme : «Ce qui a le plus changé là-bas, ce n'est pas la Chine, ce n'est pas la Russie, c'est l'Europe : elle a cessé d'y compter», nous pouvons mentalement remplacer le mot Europe par un autre mot, par un autre nom : Malraux. Mao Tsé-toung n'a que faire de Garine et Co, le poète Mao Tsé-toung n'a que faire des professionnels de style. L'ancien condamné de droit commun, le conseiller de Kuomintang, l'élève indocile de Trotsky, le prix Goncourt 1933, l'homme qui alla avec André Gide demander la grâce de Dimitrov à Hitler, le combattant de la guerre d'Espagne, le colonel F.F.I. Berger, l'ancien ministre de l'Information, le conseiller de De Gaulle n'a que faire des intellectuels de gauche, du pacifisme et des bonnes œuvres. Mais le difficile, c'est de bien vieillir, de ne pas laisser refluer sa biographie.

Dire d'un homme qu'il a eu un beau destin tant qu'il n'est pas mort, c'est contradictoire. La chance de Malraux, la dernière chance de Malraux c'est l'événement, c'est cette guerre qui se profile, c'est de confondre dans un monstrueux embrassement son destin avec le destin du monde. Si Staline, si Mao Tsé-toung n'ont plus besoin d'archanges, nos démocrates, de De Gaulle à Truman en ressentent l'impérieuse

---

<sup>1</sup> Cette phrase est tirée de *L'Appel aux intellectuels* prononcé le 5 mars 1948, salle Pleyel.

nécessité. Cette vieille civilisation bourgeoise qui agonise racole en un dernier effort tous ces «desperados» nantis du monde, les Koestler, les Malraux, tous les grands ducs et les petits marquis de la pensée engagée. Il y a décidément une sorte de loi inéluctable qui pousse l'aventurier à aller toujours plus loin, il lui faut traîner toujours sa biographie avec lui, cette biographie qui s'alourdit et l'alourdit d'année en année.

Bon ! Malraux est ministre des Affaires culturelles depuis neuf ans déjà, qu'est-ce qu'on voudrait de lui ? Rien ne m'a fait plus rire que lorsqu'on m'a demandé ce qu'il avait *fait pour les lettres*. Comme si on pouvait faire quelque chose pour la littérature. Il y a du papier blanc, des mots, une solitude, on rêve. Comme si Malraux était responsable de Robbe-Grillet ou de Butor ou de nous autres, pauvres troupiers des lettres, non reconnus par les maisons d'édition américaines. Comme si les Maisons culturelles nous concernaient. Les esprits d'aujourd'hui sont vraiment *gauchis*.

Ils voudraient je ne sais quoi : un très, très bon théâtre, une musique *up to date*, un cinéma à la Godard et une brave littérature, l'intendance qui suit ! J'aime bien les récriminations de mes camarades, ils trouvent qu'il y a moins de musiciens, que tel conservateur de musée n'est pas encore nommé, ils sont vraiment épatants ! Comme vous êtes gaullistes mes enfants. Vous crachez sur le pouvoir personnel et vous voulez dans le même temps que ce pouvoir vous accorde je ne sais quelle force de frappe. Vous ne ressentez pas ce qu'il y aurait d'horrible dans un Etat qui accorderait une importance égale à la culture et à la bombe hydrogène. Soyez contents, d'ailleurs, le *nazisme culturel*, les fours crématoires de la peinture commencent à s'ébrouer. Quand près d'un million de personnes se pressent à l'exposition Picasso, c'est que vraiment tout commence d'être permis. Malraux, vous l'embêtez inutilement.

Que voulez-vous qu'il fasse ? Il n'est pas mort, il est ministre, il aime de Gaulle et de Gaulle, peut-être, l'aime. Il est presque heureux, avant de dormir, il écrit ses mémoires ou plutôt ses anti-mémoires, vous n'allez pas oser lui demander de se lutiner avec un ministre des Finances, qu'il soit Giscard ou Michou la Colère, j'espère et j'imagine qu'il les nie. Une amie très jeune me disait : «Mais c'est que, de Malraux, on

*François Lachaume : «Le bilan Malraux» et  
Bernard Frank : «C'est difficile de bien vieillir», Adam, avril 1967, n° 9, p. 25-32.*

attendait tout». Charmante sottise, d'un écrivain n'espérez rien d'autre que ce qu'il a écrit.

---